**QUATRIÈME RÉUNION SPÉCIALISÉE DES HAUTS** OEA/Ser.W/XII.4.4

**FONCTIONNAIRES CHARGÉS DE LA COOPÉRATION** CIDI/RECOOP-IV/doc.6/24 rev.2

**DANS LE CADRE DU CIDI** 18 avril 2024

18 et 19 avril 2024 Original: anglais

Washington, D.C. (États-Unis d’Amérique)

CALENDRIER

Thème : Optimiser la coopération et les partenariats pour le développement dans les Amériques

(Approuvé lors de la première séance plénière, tenue le 18 avril 2024)

**JOUR 1 : JEUDI 18 avril 2024**

|  |  |
| --- | --- |
| 8 h 30 – 9 h 00 | INSCRIPTION DES PARTICIPANTS |
| 9 h 00 – 9 h 20 | SÉANCE D’OUVERTURE Allocution d’ouverture* S.E. Luz Elena Baños, présidente du Conseil d<administration de l’Agence interaméricaine pour la coopération et le développement (AICD)
* S.E. Luis Almagro, Secrétaire général de l’Organisation des États Américains (OEA)
* Orateur principal : Mme Michele Sumilas, administratrice adjointe au Bureau de planification, d’apprentissage et de gestion des ressources (PLR), Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)
 |
| 9 h 30 – 9 h 45 | PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE * M. Luis Salazar, directeur du Conseil pour la coopération internationale, Ministère des affaires étrangères et du commerce international du Belize, président provisoire
* Élection du Président de la Quatrième réunion spécialisée du CIDI des hauts fonctionnaires chargés de la coopération
* Adoption des documents de la réunion : ordre du jour, ordre du jour annoté et calendrier
* Examen et entérinement de décisions sur les points suivants :
* Formation de la Commission de style ;
* Désignation des groupes de travail ; et/ou des comités ;
* Décision relative au délai imparti pour le dépôt de propositions ;
* Durée de la réunion ;
* Autres questions
 |
| 9 h 45 – 10 h 00 | PHOTOGRAPHIE OFFICIELLE DE LA RÉUNION |
| 10 h 00 – 10 h 30 | DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE* Rapport du Secrétariat : Optimiser la coopération et les partenariats pour le développement dans les Amériques : Mme Kim Osborne, Secrétaire exécutive au développement intégré
 |
| 10 h 30 – 11 h 45 | TROISIÈME SÉANCE PLÉNIÈREDIALOGUE DES HAUTS FONCTIONNAIRES 1. *Renforcer les structures de gouvernance pour une coopération efficace.*

Une structure de gouvernance solide en matière de coopération permettra aux États membres de mieux coordonner les efforts nationaux et régionaux déployés dans ce domaine. Cette structure doit établir que la coopération intervient à tous les niveaux de gouvernement, dans tous les secteurs et entre les différents acteurs qui jouent souvent à la fois le rôle de contributeurs et de bénéficiaires. Le dialogue vise à identifier les bonnes pratiques en matière de gouvernance de la coopération dans la région et tirer parti de l’analyse menée par les autres organisations régionales à ce sujet. De même, il vise à partager les expériences, les progrès et les défis et à présenter des recommandations générales sur les structures, les systèmes ou les cadres de gouvernance en matière de coopération que les pays participants peuvent appliquer en fonction de leurs besoins, de leur situation et de leurs capacités.Appel à l’action * Ambassadrice Lorena Larios, Secrétariat à la coopération ibéro-américaine, Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB)

*Interventions des hauts fonctionnaires pour entamer le dialogue** Mme Olaya Dotel, vice-ministre à la coopération internationale du Ministère de l’économie, de la planification et du développement de la République dominicaine (MEPyD)
* M. Bruno Sotomayor, spécialiste, direction de la politique et des programmes, Agence péruvienne pour la coopération internationale (APCI)
 |
| 11 h 15 – 12 h 30 | 1. *Cerner, centraliser et communiquer les nouveaux besoins de coopération exigeant une attention et des mesures particulières.*

L’amélioration des stratégies et mécanismes visant à cerner, recueillir et communiquer les besoins permettra de palier le décalage entre les offres de coopération et les demandes locales, d’éviter le chevauchement des efforts déployés, de renforcer la cohérence, de signaler les possibilités de partenariat et d’améliorer l’efficacité globale de la coopération. Les mesures potentielles incluent la sensibilisation à l’importance d’une communication efficace dans la gestion de la coopération, la tenue de consultations et d’évaluations communautaires conjointes, l’élaboration de rapports périodiques sur les besoins des pays en matière de développement, la facilitation des échanges entre les pays contributeurs et les pays bénéficiaires et la clarification des orientations sur les priorités locales en vue d’éclairer la conception de l’aide au développement.Les outils disponibles à l’OEA, tel CooperaNet, seront présentés et mis à disposition au cours du dialogue afin que les pays puissent partager leurs points forts, leurs bonnes pratiques et leurs connaissances techniques sur les questions de développement en vue d’un échange et d’un apprentissage mutuels. En outre, la réunion vise à promouvoir l’échange d’expériences entre les pays dans des domaines tels que la coordination avec les autorités infranationales et leurs systèmes nationaux de coopération, l’objectif étant d’identifier les besoins et les possibilités à partager par le biais d’une coopération Sud-Sud. Appel à l’action * Mme Raquel Artecoma, fonctionnaire aux questions économiques ; Washington D.C., Commission économique pour l’Amérique latine (CEPAL)

*Interventions des hauts fonctionnaires pour entamer le dialogue** Mme Margelia Palacios, Directrice de la coopération internationale, Ministère des affaires étrangères du Panama
* Mme Karla de Palma, directrice générale de l’Agence d’El Salvador pour la coopération internationale (ESCO)
* M. Creg Howell, administrateur adjoint principal pour l’Amérique latine et la Caraibe (ALC). Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)

*Dialogue des hauts fonctionnaires chargés de la coopération* |
| 13 heures-14 heures | UN DÉJEUNER SERA SERVI |
| 14 h – 15 h 15 | QUATRIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE 1. *Promouvoir la cohérence entre les systèmes nationaux, régionaux et internationaux d’information.*

Une coopération efficace nécessite des référentiels systématisés et décentralisés qui intègrent des indicateurs pour évaluer la contribution des projets et des programmes aux objectifs nationaux de développement et au Programme 2030. L’accès aux informations sur les priorités et les mesures de coopération aux niveaux local, national et régional permettrait de renforcer les efforts déployés pour produire un impact, en générant des données, en favorisant le suivi et l’évaluation, en informant les adaptations continues et en facilitant la coordination entre les différents acteurs qui participent aux efforts de coopération technique et financière. Une approche continentale est nécessaire pour harmoniser la communication des données, les critères d’évaluation, les méthodes et les normes et favoriser une plus grande transparence, une plus grande responsabilité ainsi qu’un plus grand apprentissage mutuel dans le cadre d’une coopération Sud-Sud et triangulaire dans la région Amérique latine-Caraïbes. Ce processus inclut l’échange d’expériences sur les actuels mécanismes et cadres nationaux d’information, les meilleures pratiques et les défis relatifs à la gestion des systèmes d’information liés à la coopération internationale, à l’identification des possibilités d’amélioration et au renforcement de la collaboration et des capacités, entre autres.*Appel à l’action*Mme Julia Benn*,* chef du Secrétariat de la tribune internationale sur l’appui officiel total au développement durable (TOSSD)- Organisation pour la coopération économique et le développement *Interventions des hauts fonctionnaires pour entamer le dialogue** M. Marcio Lopes Corrêa, coordinateur général de la coopération multilatéral*.,* Agence brésilienne de coopération (ABC)
* Mme Delores Wade, directrice de la coopération technique multilatérale, Institut de la Jamaïque. (PIOJ)

*Dialogue des hauts fonctionnaires chargés de la coopération*  |
| 15 h 15 – 16 h 30 | 1. *Exploiter des approches nationales pour la réalisation des objectifs de développement durable (SDG) comme instruments de coopération*

La coopération internationale joue un rôle crucial pour faire face aux enjeux régionaux et mondiaux, ainsi que l’atteinte Objectifs du développement durable (ODD). Il s’agit de l’appui financier et technique, la cohérence, la complémentarité et l’ajustement des politiques consistant à offrir et à accueillir des partenaires, ainsi qu’un engagement et une responsabilité qu’assument tous les pays et acteurs prenant part au développement durable. En fournissant aux pays un moyen de partager leurs approches pour réaliser les objectifs de développement durable, le processus peut être accéléré, étant donné le délai imparti de 2030.*Appel à l’action* * Mme Almudena Fernandez, économiste en chef, Bureau régional pour l’Amérique latine et la Caraïbe. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

*Interventions des autorités pour entamer le dialogue** M. Mariano Berro, directeur exécutif, Agence uruguayenne de coopération internationale (AUCI).
* Mme Melissa Sanchez Rabello, coordinatrice des programmes, département des négociations internationales et du suivi, Agence chilienne de coopération internationale pour le développement (AGCID), ministère des affaires étrangères.

*Dialogue des hauts fonctionnaires chargés de la coopération*. |
| 16 h 30 – 17 h 45 | CINQUIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE  1. *Combler le déficit de financement de la coopération pour le développement.*

Les pays de la région sont confrontés à un niveau insuffisant de financement par les ressources financières nationales, les investissements et les programmes nationaux. De surcroît, de nombreux États membres de l’OEA ont été classés parmi les pays à revenu moyen et partant, jouissent d’un accès limité aux sources d’assistance au titre du développement. Le moment est arrivé pour la région d’envisager des sources optionnelles de développement et d’autres approches pour remédier au déficit de financement et mobiliser des ressources additionnelles. Les partenariats multisectoriels constituent un facteur clé à l’appui de ces efforts, de même que les questions de donneurs complémentaires, la planification intégrée et la mise en œuvre de programmes. Cette séance portera principalement sur la présentation de la manière dont il est possible d’optimiser l’actuel financement du développement pour parvenir à des résultats tangibles, en tenant compte des facteurs tels que l’exploitation des capacités locales et la réduction des doublons.*Appel à l’action** Dr Barbara R Kotschwar, Professeur adjoint, Centre d’études latino-américaines, Université; de Georgetown

*Interventions des hauts fonctionnaires pour entamer le dialogue :** M. Mateo Estrémé, directeur général de la coopération internationale, ministère des affaires étrangères, du commerce international et du culte de l'Argentine.
* S.E. Ambassadeur Chet Neymour, Représentant permanent du Commonwealth des Bahamas auprès de l'OEA.

*Dialogue des hauts fonctionnaires chargés de la coopération.* |

|  |
| --- |
| jour 2 : vendredi 19 AvRIL 2024 |
| 9 h 00 – 9 h 45 | SIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES CONCERNÉES Cette séance offre un espace dynamique aux hauts fonctionnaires des États membres de nouer des relations avec des partenaires clés et des acteurs, y compris avec leurs homologues des pays observateurs permanents de l’OEA, le secteur privé et les fondations. Le dialogue vise à identifier les possibilités d’encourager soutenir la coopération régionale par le biais de l’OEA en cherchant à exploiter et à mobiliser des ressources additionnelles, l’assistance technique ou d’autres programmes destinés à fournir un appui ciblé à des initiatives retenues comme prioritaires par les États membres de l’OEA pour aider à progresser dans l’action climatique. Cette approche s’aligne sur les objectifs du cycle de programmation 2024-2027 du Fonds de coopération pour le développement (FCD) de l’OEA, lequel offre un financement de départ aux États membres pour la mise en œuvre du Plan d’action interaméricain sur le changement climatique 2023-2030 et la Déclaration de Nassau pour le développement durable dans les Amériques, qui a été adoptée lors de la dernière réunion de l’OEA au niveau ministériel sur le développement durable.*Appel à l’action** S.E. Sénateur Michael Halkitis, ministre des affaires économiques des Bahamas

*Action climatique : Plan d’action interaméricain et possibilités de coopération* * M. Mark Lambrides, directeur du Département du développement durable, Secrétariat exécutif au développement intégrée

*Interventions des représentants de pays observateurs permanents de l’OEA** France : M. Aurélien Lechevallier, directeur général pour la mondialisation, la culture, l’éducation et le développement international, Ministère de l’Europe et affaires étrangères
* Espagne : D. Anton Leis, Directeur de l’Agence espagnole de coopération pour le développement international (AECID)
* Italie: S.E. Simone Turchetta, Ambassadrice, Observatrice permanente à l’OEA
* Commission européenne: Felix Fernandez-Shaw, directeur, Amérique latine et Caraïbe, directeur général pour les partenariats internationaux
* Maroc: S.E. Youssef Amrani, Ambassadeur, Observateur permanent près l’OEA
* Saint-Siège: Monsignor Juan Antonio Cruz Serrano, Observateur permanent à l’OEA

*Dialogue des hauts fonctionnaires chargés de la coopération.* |
| 9 h 45 – 10 h 30 | *Dialogue avec le secteur privé et les fondations.**Appel à l’action* * M. Jaime Arteaga, directeur de Arteaga &Associates, Private Social Investment Index.

*Interventions des représentants du secteur privé et des fondations* * Mme Beatriz Mejia Asserias directrice de Environment LATAM, Public Policy Center, Coca Cola Company
* Mme Abby Daniell, directrice du secteur de politique envers l’Amérique latine et la Caraïbe, Amazon Web Services
* Mme Lara Vincent, directrice de International Accounts, SAWYER

*Dialogue des hauts fonctionnaires chargés de la coopération* |
| 10 h 30 – 10 h 45 | *Coopération en action*Cette séance offrira des pistes permettant de mettre en œuvre la coopération au niveau régional au moyen de diverses méthodes, notamment l’accès à un financement et une assistance de nature multilatérale ; le renforcement de la collaboration et la coordination inter-institutionnelles, la mise en place de réseaux régionaux de fonctionnaires gouvernementaux en appui aux agendas et programmes sectoriels dans les États membres ; la mise en place de partenariats et de sources de financement provenant d’autres organisations et donneurs internationaux, et du secteur privé.* M. Miguel Porrua, coordinateur de la gestion et des données numériques, de la capacité institutionnelle du Département, Banque interaméricaine de développement (BID).
 |
| 10 h 45 – 11 h 00 | PAUSE CAFÉ |
| 11 h 00 – 13 h 00 | SEPTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE *(Séance à huis-clos à l’intention des États membres de l’OEA uniquement)**La marche à suivre : Mécanismes de financement de la coopération pour le développement au sein de de l’Agence interaméricaine pour la coopération et le développement** Mécanismes de financement en appui au partenariat pour des activités de financement au sein de l’OEA/SEDI. Sur la base des recommandations formulées par le Groupe de travail #2. Définition d’une feuille de route pour le renforcement du DCF.
1. Conséquences pour la restructuration du DCF et modifications des statuts.

-i) Ajustement du cycle programmatique du DCFii) Remise en place des comptes sectorielsiii) Fonds d’affectation spéciale et fonds de coopération par pays. 1. Mobilisation et augmentation des contributions volontaires des États au DCF.
2. Participation du secteur privé et d’autres contributions d’états non membres au DCF .
3. Directives temporaires pour la mise en place de relation s de coopération entre le Secrétariat général de l’Organisation des États Américains et le secteur privé. Mme Gisela Vergara, directrice du Département des relations externes et institutionnelles.
4. Mécanismes pour attirer le financement du secteur privé des États-Unis-Unis.

*Dialogue des hauts fonctionnaires chargés de la coopération* |
| 13 h 00 – 14 h 00 | UN DÉJEUNER SERA SERVI |
| 14 h 00 –15 h 30 | SEPTIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE *(suite de la séance à huis clos)* 1. Renforcement du rôle interne de l’AICD et des hauts fonctionnaires de la région chargées de la coopération en vue de s’aligner avec d’autres processus du CIDI au niveau ministériel et faciliter une coopération qui réponde aux priorités sectorielles régionales et nationales au sein de l’OEA/SEDI. Sur la base des recommandations formulées par le Groupe de travail #1.
2. Positionner l'AICD dans la perspective de la coopération internationale au développement. Sur la base des recommandations du groupe de travail #3.

*High-level Cooperation Authorities dialogue.* |
| 15 h 30 –16 h 20CIDRP04862F04CIDRP04101F04 | *Prochaines étapes et actions coordonnées par le biais du Conseil d’administration de l’AICD*Dialogue des hauts fonctionnaires chargés de la coopération.1. Adoption du Plan d’action de coopération 2024-2027.
2. Choix du pays hôte de la Cinquième Réunion spécialisée du CIDI des hauts fonctionnaires chargés de la coopération, 2027.
3. Autres questions.
 |
| 16 h 20 – 16 h 45 | SÉANCE DE CLÔTURE* S.E. Ambassadeur Steve Ferrol, Représentant permanent du Commonwealth de la Dominique près l’OEA, Vice-président du Conseil interaméricain pour le développement intégré (CIDI)
* Mme Kim Osborne, Secrétaire exécutive au développement intégré.
* S.E. Luz Elena Banos, présidente du Conseil d’administration de l’Agence interaméricaine pour la coopération et le développement
 |

CIDI04868F01